

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse Cedex 01

Mulhouse, le 03/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PEUGEOT CITROEN AUTOMOBILES (Fonderie)

ROUTE DE CHALAMPE
BP 1403
68100 Mulhouse

Références : 0006705980_2025_02_25_PSA(Fonderie)_VIIC AN25 Trav. Pt. chaud
Code AIOT : 0006705980

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/02/2025 dans l'établissement PEUGEOT CITROEN AUTOMOBILES (Fonderie) implanté ROUTE DE CHALAMPE BP 1403 68100 Mulhouse. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection porte sur l'Action Nationale 2025 "Travaux par point chaud".

Cette action vise à prévenir les risques de feu et d'explosion dans les installations où ce risque est important (notamment, les sites utilisant des solvants).

La visite porte notamment sur les mesures de prévention mises en œuvre accompagnant les travaux, et en particulier dans le cadre de la délivrance des permis d'intervention.

Elle consiste au contrôle de la bonne application des prescriptions de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 pour les sites sous le régime de l'autorisation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PEUGEOT CITROEN AUTOMOBILES (Fonderie)
- ROUTE DE CHALAMPE BP 1403 68100 Mulhouse
- Code AIOT : 0006705980
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site de PSA PEUGEOT CITROËN SNC à Sausheim exploite une fonderie d'aluminium dont les conditions d'exploitation sont fixées par l'arrêté préfectoral n°2014030-0003 du 30/01/2014.

Le contrôle effectué a eu lieu sur les zones à risque déterminées par l'exploitant, notamment les zones Four Fusion 2, Grenailleuse LPP4 et Dépoussiéreur LPP1.

Le référentiel retenu pour cette inspection est l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 pour les sites sous le régime de l'autorisation.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN25 Travaux et points chauds
- ATEX
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;

- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Identification des zones à risque	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande d'action corrective	2 mois
3	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande d'action corrective	2 mois
4	Interdiction d'apporter du feu	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Vitesse d'éjection - Emissaires AIR	AP de Mise en Demeure du 07/02/2023, article 2	Levée de mise en demeure
5	Travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Compte-tenu des constats réalisés, les écarts portent principalement sur des aspects documentaires.

Il est donc attendu la mise en place d'une action corrective pour les points suivants :

- mise à jour du plan d'identification des zones à risques du site, notamment les zones à risque d'explosion et d'incendie en précisant la légende du plan ;
- affichage des consignes de sécurité et d'exploitation dans les zones à risque et notamment, l'interdiction d'apporter du feu et l'obligation de réaliser un permis feu.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Vitesse d'éjection - Emissaires AIR

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/02/2023, article 2		
Thème(s) : Risques chroniques, Vitesse d'éjection		
Prescription contrôlée :		
Sous 6 mois , l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 6.2 de l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2014 susvisé :		
« Les effluents gazeux sont rejetés [...] dont les caractéristiques sont calculées aux textes en vigueur[...] »		
Nature de l'installation	Émissaire associé	Vitesse d'éjection (m/s) **
Four Techniterm 13t	Four de fusion/maintien TTH1	9
Four Inserthec 3t	Four de fusion/maintien 3t/h	7
Four Techniterm 30t	Four de fusion/maintien TTH3	16
Fumitherm FT4 + four rotatif Dross	Dépoussiéreur Fumitherm + four fusion rotatif (FTH4 + FR1)	11
Dépoussiéreur LPP2	LPP2	7
Dépoussiéreur TR164	TR164-LPP1	4
Dépoussiéreur LPP1	TR164-LPP1	4
Dépoussiéreur nouvelle grenailleuse	Parachèvement EB LPP3	8

Extracteur résinage	Extracteur résinage parachèvement	/
Extracteurs machines à mouler	15 émissaires (2 en projet UFIM17)	9*

Constats :

Sur ce point de contrôle, l'Inspection s'est focalisé sur les émissaires associés aux machines à mouler qui ont fait l'objet de la mise en demeure lors de la visite d'inspection du 07 décembre 2022.

Avant la visite d'inspection, l'exploitant a informé par courrier postal en date du 24 juillet 2023 de la mise en place d'actions afin d'améliorer la vitesse d'éjection des émissaires avec notamment :

- la modification du mode opératoire de nettoyage des filtres métalliques ;
- la mise en place d'une expertise technique pour modifier les émissaires afin de garantir les vitesses d'éjection.

Par courrier postal du 18 juillet 2024, l'exploitant a précisé à l'Inspection le retour à la conformité suite à la mise en place du plan d'actions en indiquant les résultats des mesures effectuées sur les vitesses d'éjection des émissaires des machines à mouler.

Lors du contrôle, l'Inspection a demandé à visualiser les rapports de mesures des vitesses d'éjection de l'année 2024 (réf: 134260 478-001-1 du 09/09/2024 et 134431225-001-1 du 20/12/2024) :

N° émissaire	Désignation émissaire Machine à mouler	Vitesse d'éjection AP du 30/01/2014 (m/s)	Résultats campagne 2024; rapports de mesures (m/s)
9	2200 T3	9	9.5
10	2200 T4	9	10.2
11	2200 T5	9	9.9
12	2200 T6	9	10.5
13	2200 T7	9	10.9
14	2500 T1	9	10.5
15	2500 T2	9	9.8
16	2500 T3	9	9.1
17	2500 T4	9	9.8
18	2500 T5	9	10.9

19	2500 T6	9	9.2
20	2500 T7	9	10.1
21	2500 T8	9	9.5
22	2500 T9 et 2500 T10	9	12.1

Après contrôle des rapports de mesures pour l'année 2024, l'Inspection constate que les valeurs de vitesse d'éjection sont bien supérieures aux valeurs minimums indiquées dans la prescription. Ce constat n'appelle pas de remarques de la part de l'Inspection et permet de lever la mise en demeure.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Identification des zones à risque

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Actions nationales 2025, Locaux à risque
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Avant le contrôle, l'exploitant a transmis à l'Inspection par courriel en date du 18 février 2025 le plan de représentation des zones à risque pour son site (réf: PLAN_ETARE_BAT UFIM A3H daté du 19 novembre 2023).</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a indiqué que la définition des zones à risque est réalisée sur la base de son Étude de Dangers pour la partie incendie et sur le DRPCE (Dossier Relatif à la Protection Contre les Explosions) pour la partie explosion.</p> <p>Ces éléments n'appellent pas de remarques de la part de l'Inspection.</p> <p>Après demande à l'exploitant, l'Inspection a vérifié la tenue à jour du plan. Selon les dires de l'exploitant, la dernière mise à jour date de novembre 2023 et depuis cette date, il n'y a pas eu de modifications des installations qui ont induit de risques supplémentaires.</p>

<p>Sur site et par sondage, l'Inspection a constaté la présence d'affichage de la nature des risques et des consignes au niveau des zones à risque d'explosion (ATEX) suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Grenailleuse LPP4 • Dépoussiéreur LPP1 <p>De plus, les zones ATEX sont délimitées par des chaines sur les zones contrôlées lors de l'Inspection.</p> <p>Concernant les zones à risque incendie, l'Inspection a contrôlé par sondage la zone des fours de fusion (Zone fusion 2 sur le plan) où les fours sont alimentés en gaz.</p> <p>L'Inspection n'a pas constaté la présence d'affichage de la nature du risque et des consignes à l'entrée de la zone.</p> <p>Ce constat constitue une non-conformité vis-à-vis de la prescription contrôlée.</p> <p>Cet écart portant principalement sur des aspects documentaires, l'Inspection propose en l'état de ne pas faire application des suites prévues par l'article L.171-8 du code de l'environnement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il appartient à l'exploitant d'afficher au niveau de l'entrée des zones à risque (incendie, explosion, ...) la nature des risques et les consignes à observer de manière exhaustive.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 3 : Consignes d'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Consignes d'exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel [...]</p> <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que besoin : [...]</p> <p>- l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;</p>
<p>Constats :</p> <p>Avant le contrôle, l'exploitant a transmis à l'Inspection par courriel en date du 18 février 2025 les documents permettant de vérifier les consignes d'exploitation et de sécurité, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le livret d'accueil pour toute entreprise extérieure ; • le mode opératoire pour le donneur d'ordre au niveau du site. <p>Pour la partie entreprise extérieure, les consignes d'exploitation et de sécurité sont bien formalisées dans les documents et précisent l'obligation de permis d'intervention dans les parties concer-</p>

nées de l'installation.

Pour la partie travaux en interne, l'exploitant a présenté lors de la visite la zone de formation des nouveaux arrivants dans l'entreprise. L'Inspection a constaté que les consignes de sécurité et d'exploitation apportées aux nouveaux arrivants indiquent l'obligation de permis d'intervention en cas de travaux.

Lors de la visite au niveau des installations, l'Inspection a constaté l'affichage dans les zones fréquentées par le personnel et dans les parties de l'installation des consignes de sécurité et d'exploitation.

Cependant, l'Inspection a également constaté l'absence de la notion d'obligation de permis d'intervention sur l'affichage des consignes.

Ce constat constitue une non-conformité vis-à-vis de la prescription contrôlée.

Cet écart portant principalement sur des aspects documentaires, l'Inspection propose en l'état de ne pas faire application des suites prévues par l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il appartient à l'exploitant d'afficher dans les lieux fréquentés par le personnel et dans les zones identifiées à risque, les consignes d'exploitation et de sécurité en y incluant toutes les informations nécessaires et détaillées dans l'article 59 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010, et notamment l'obligation de permis d'intervention

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Interdiction d'apporter du feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

Thème(s) : Actions nationales 2025, Interdiction de feu

Prescription contrôlée :

[...]

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;

[...]

Constats :

Lors de la visite sur site et par sondage, l'Inspection a constaté la présence d'un pictogramme avec la notion "flamme nue interdite" à l'entrée des zones avec un risque d'atmosphère explosive (zone ATEX), sur les zones suivantes :

- Grenailleuse LPP4
- Dépoussiéreur LPP1

Dans la zone fréquentée par le personnel (zone de détente), l'Inspection a constaté l'affichage des consignes de sécurité avec la présence de la notion d'interdiction de fumer dans l'atelier.

Cependant, l'Inspection a également constaté dans la zone des fours de fusion (zone fusion 2 sur le plan) l'absence d'affichage de la notion d'apporter du feu sous une forme quelconque (pour une zone définie comme zone à risque incendie sur le plan).

Ce constat constitue une non-conformité vis-à-vis de la prescription contrôlée.

Compte tenu de la nature documentaire de cette non-conformité, l'Inspection propose en l'état de ne pas faire application des suites prévues par l'article L.171-8 du code de l'environnement

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il appartient à l'exploitant d'afficher, et ce de manière exhaustive :

- dans les zones à risque (incendie, explosion, ...), l'interdiction de fumer ;
- dans les lieux fréquentés par le personnel, les consignes de sécurité incluant l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Travaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63

Thème(s) : Actions nationales 2025, Permis de feu / plan de prévention

Prescription contrôlée :

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants :

- la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;
- l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;
- [...]

Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail, lorsque ce plan est exigé.

[...]

Constats :

Avant la visite d'inspection, l'exploitant a transmis à l'Inspection par courriel en date du 18 février 2025 :

- un plan de prévention annuel pour une phase de travaux réalisé entre septembre 2024 et septembre 2025 par un prestataire extérieur dans des zones à risque ;
- 11 permis feu pour des intervenants internes sur la période de Janvier à Février 2025.

Après contrôle des documents, l'Inspection a constaté :

- que dans les plans de prévention, l'exploitant précise la description du chantier et les travaux à réaliser, les consignes particulières à respecter, le détail des risques en présence et les mesures de sécurité préventives à mettre en place, ainsi que les équipements de protection à porter.
- que dans les permis feu, l'exploitant précise les travaux à risque qui sont réalisées, les risques particuliers en présence, les consignes particulières supplémentaires à respecter, ainsi que les moyens de protection et les précautions particulières à mettre en place. Tous ces éléments sont complémentaires par rapport au plan de prévention annuel.

Les constats effectués ci-dessus n'appellent pas de remarques de la part de l'Inspection.

Type de suites proposées : Sans suite